

# RETRAITES

# TEMPS DE TRAVAIL



## NE LAISSONS PAS DÉMANTELER NOS ACQUIS SOCIAUX, IMPOSONS UN VÉRITABLE DIALOGUE SOCIAL

Le Gouvernement veut faire de l'allongement de la durée de cotisation **LE moyen** de financement des retraites, et ne surtout pas parler du niveau des pensions.

Il se refuse à faire le bilan des échecs de la réforme de 2003 : rien n'a changé sur l'emploi des seniors, les négociations sur la pénibilité sont enlisées. Et maintenant se développe une attaque en règle contre les RTT.

### DONNONS-NOUS LES MOYENS D'ÊTRE ENTENDUS

Sarkozy et Fillon aimeraient faire oublier leur incapacité à dialoguer dans la Fonction publique, à respecter les engagements pris en 2003 sur les retraites et les accords conclus (sur les régimes spéciaux ou avec le MEDEF ...) et à résoudre les questions de pouvoir d'achat. Ils ont ouvert un nouveau front et prêchent le changement dans leurs discours ... pour que rien ne change dans

### NOUS REFUSONS LA BAISSÉ DES RETRAITES, NOUS VOULONS LA JUSTICE

La reconduction, à la demande de la CFDT, du dispositif « *carrières longues* » pour ceux qui ont commencé à travailler tôt est une bonne chose, mais ne suffit pas. En cas d'allongement de la durée requise pour avoir le taux plein de retraite, une minorité de salariés pourrait faire l'effort de travailler plus, pour la majorité il s'agirait en réalité d'un prolongement du chômage et d'une baisse de la pension servie. Et pour ceux qui ont un travail pénible, avec la chasse aux préretraites

Le gouvernement veut élargir le pouvoir unilatéral de l'employeur, donner la primauté à l'accord d'entreprise sur l'accord de branche et même donner la possibilité de déroger aux accords collectifs par du « *gré à gré* » entre l'employeur et le salarié.

**Il faut donner un coup d'arrêt à cette politique qui creuse les inégalités et bafoue le dialogue social.**

le partage des richesses. Ils cherchent à entraîner la société dans une spirale inégalitaire et autoritaire.

Forts du succès des manifestations du 22 mai pour la défense de la retraite solidaire, dans le public comme dans le privé, haussons le niveau de mobilisation jusqu'à les faire reculer.

du privé comme du public, ce serait encore moins d'espérance de vie en bonne santé.

Dans les conditions actuelles, pas question de repousser l'âge de départ en retraite. Ceux qui nous gouvernent ne respectent rien, pas même les termes de la loi de 2003, qui prévoyait la possibilité de modifier le calendrier de passage à 41 ans de cotisations si toutes les conditions n'étaient pas remplies.

La CFDT propose donc une surcotisation patronale de 0,5 % tant que la négociation sur la pénibilité n'a pas abouti et que des résultats tangibles sur l'emploi des seniors n'ont pas été enregistrés.

Le Fonds de Réserve des Retraites, qui consiste à épargner aujourd'hui pour mieux passer le cap du

papy-boom, est une garantie pour les générations à venir qu'elles ne supporteront pas l'intégralité de cette charge. Le Gouvernement a laissé dériver son financement, il lui faut des ressources stables : la CFDT propose un doublement de la taxe sur les revenus du patrimoine et des placements financiers.

## NOUS CHOISSONS L'EMPLOI POUR TOUS PLUTOT QUE LES HEURES SUP

Pour les actifs, qu'il s'agisse des plus jeunes ou des seniors, l'emploi, c'est la possibilité d'avoir une vie décente et une retraite à taux plein qui en dépend. Pour les retraités, c'est la garantie du financement de leurs pensions. C'est un enjeu de solidarité intergénérationnelle. Car c'est l'emploi et les salaires qui sont la base du financement de la Sécurité Sociale.

C'est pourquoi la CFDT a toujours été favorable à une RTT négociée. Cela marche, alors que les emplois créés ces dernières années, à la différence de ceux liés à la RTT, sont surtout à temps (très) partiel. La CFDT a aussi toujours été hostile aux exonérations de cotisations sociales sans contrepartie sur l'emploi, comme c'est le cas aujourd'hui. Cela pénalise le financement des retraites ou de l'assurance-maladie, et est à l'origine des franchises.

Et avec les heures supplémentaires exonérées, ce sont carrément des droits, mais aussi de l'emploi, en moins !

En voulant démanteler définitivement les 35 heures, ce Gouvernement veut aller plus loin dans ce sens et n'hésite pas à tirer nos conditions de travail vers le bas. Dans son projet, les contingents d'heures supplémentaires peuvent être fixés par entreprise et non plus par branche (le dumping social en marche), les repos compensateurs sont revus à la baisse, les forfaits annuels (en heures ou en jour) sont étendus et peuvent être appliqués à toutes les catégories de salariés. Le maintien d'une durée légale du temps de travail ne doit pas faire illusion : les garde-fous, les garanties collectives en matière de temps de travail sont démembrées une à une.

# TOUS DANS LA RUE LE 17 JUIN

## CONTRE LA DÉRÉGULATION DU TEMPS DE TRAVAIL POUR LA DÉFENSE DES RETRAITES

